

Madame la présidente,
Madame la première ministre,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Chers Collègues,

Vous comprendrez aisément que mon propos s'inscrive d'abord dans la situation exceptionnelle que nous vivons. Le bureau de l'Assemblée nationale vient de se prononcer sur un événement grave.

Hier en plein milieu des questions au gouvernement, notre collègue de la NUPES, Carlos Martens Bilongo a été victime d'une interpellation raciste de la part d'un député du Rassemblement national.

Nous lui adressons à nouveau toute notre sympathie et notre soutien,

et à travers lui comme il l'a dit avec beaucoup de dignité, à tous ceux qui souffrent au quotidien de ces allusions raciste larvées ou de ces insultes frontales.

Ces mots sont terribles ! Quand on prononce une insulte raciste à l'encontre d'un représentant de la Nation, on porte atteinte à la dignité de la Nation tout entière.

Surtout, et les bancs d'où ils viennent et d'où ils ont été soutenus, ces mots nous rappellent que l'histoire de l'extrême droite est un éternel recommencement.

Rappelons-nous du 6 juin 1936, lorsque Xavier Vallat déclarait face à Léon Blum que *“pour gouverner cette nation paysanne qu'est la France, il vaut mieux avoir quelqu'un dont les origines, si modestes soient-elles, se perdent dans les entrailles de notre sol, plutôt qu'un talmudiste subtil”*.

Rappelons-nous les mots atroces de Jean-Marie Le Pen qui en 11 février 1958 apostrophait Pierre Mendès France sur ces bancs, en ces termes odieux :

« Monsieur Mendès France vous cristallisez sur votre personnage un certain nombre de répulsions patriotiques, et presque physiques. »

La phrase d'hier vient donc allonger la trop longue liste des saillies racistes ou antisémites qui ont entaché notre Assemblée nationale à chaque fois que l'extrême-droite y a été représenté

je forme un voeu :

Puisse cet évènement grave provoquer le sursaut nécessaire, je suis fier de notre Assemblée qui hier, comme un seul homme ou une seule femme, à l'exception des députés RN, n'a rien laissé passer, et qui à l'instant vient de prendre une sanction exemplaire.

Puisse cet évènement odieux permettre à tous ceux qui ont cru bon, par tactique et cynisme, de mettre un signe égal entre le RN et la NUPES toute entière, ou tel ou tel de ses composantes, de mesurer l'indécence de leur démarche de délimitation rabougrie de l'arc républicain.

L'arc républicain Mme la Première ministre, il était ici hier à 17h15, au pied de cette tribune, autour de notre collègue Insoumis Carlos Martens Bilongo

Combattez-nous pied à pied s'il le faut, projet contre projet, nous faisons de même, mais ne vous trompez pas quand il s'agit de désigner les adversaires de la République.

Le Rassemblement national prétend rassembler la Nation mais ne sait que la diviser, par la haine, par l'ignorance et le racisme.

Rappelons-nous, nous les républicains conséquents, les patriotes ardents, les anti-racistes passionnés, les mots du grand Jules Michelet : *"La France n'est pas une race ; elle est la fille de sa Liberté"*.

Le racisme n'est pas l'amour de la Nation, c'est sa détestation. C'est le ressentiment qui se manifeste dans toute sa bêtise et son ignorance crasse.

Le Rassemblement national a montré hier son vrai visage : celui d'un parti xénophobe, haineux, raciste.

Nous n'avons rien à faire avec eux. Nous n'avons voté aucune motion de censure portée par le Rassemblement national, et n'avons jamais appelé ses voix.

Nous ne construirons jamais de majorité avec le Rassemblement national contrairement à votre mise en cause indigne Mme la Première ministre, et c'est pour cette raison que, nous, nous avons toujours refusé de voter un quelconque amendement de l'extrême-droite ou d'élire un quelconque député RN à un poste à une fonction officielle.

Depuis 4 mois, nous construisons, nous consolidons avec nos partenaires politiques de la gauche et de l'écologie à l'Assemblée nationale pour être à la fois l'alternative à la politique du Président de la République et force d'opposition résolue à l'extrême-droite.

Construire l'alternative, c'est ce que nous faisons ensemble depuis 4 mois.

Sur le budget comme sur le PLFSS, nous avons travaillé de concert.

En commission comme en séance, nous défendons les positions des collègues de l'union autant que de besoin.

Nous élaborons des documents de travail en commun, par exemple le « contre budget » sur les enjeux du PLF et du PLFSS que nous avons présenté en conférence de presse du jeudi 20 octobre dernier. Un autre budget est possible.

Nous écrivons des textes en commun, par exemple, les deux premières motions de censure sur le PLF et sur le PLFSS.

Pour sanctionner ce gouvernement, sa politique libérale et ses méthodes anti-démocratiques, nous avons déposé une motion de censure le 19 octobre dernier sur le projet de loi de finances

et une motion de censure le 20 octobre sur le projet de budget de la sécurité sociale.

Au quotidien, nous votons des amendements des uns et des autres et les propositions de loi des collègues, dans le respect du principe du bon fonctionnement des groupes.

Sur cette nouvelle motion de censure, notre position était connue, c'est celle d'un groupe souverain, attaché au débat

Nous avons une divergence tactique avec les signataires de cette motion, une divergence tactique uniquement sur l'opportunité de multiplier les motions de censure à chacun de vos 49.3. Ni plus ni moins. C'est pourquoi nous ne l'avons pas signé, c'est pourquoi nous ne la voterons pas

Mais, et oui, et c'est la vie, nous ne votons pas comme un seul homme sur tout, tout le temps. Il n'aura échappé à personne que notre intergroupe tire sa force de sa diversité, de ses complémentarités, pas de son uniformité . Et parfois, un groupe fait une échappée quand les autres préfèrent garder leurs forces pour le sprint final.

D'avance je dis à tous ceux qui voudraient interpréter notre position (ils le feront avec gourmandise et une dose de mauvaise foi que j'imagine aisément), je veux leur dire qu'ils se trompent

- Au belles âmes et donneurs de leçons, nous sommes pleinement partie prenante de la Nupes, et solidaires de nos collègue pour les combats commun que nous menons et que nous mènerons demain
- A vous Mme la première ministre, je vous confirme que nous sommes vos opposants, opposant à votre politique injuste, opposant à votre méthode inefficace

Nous les socialistes, nous serons toujours en première ligne avec toute la NUPES lors des moments politiques décisifs, nous serons là pour les moments les plus cruciaux qui feront reculer ce Gouvernement.

C'est la raison pour laquelle, nous déposerons avec les groupes de l'intergroupe de la Nouvelle union populaire écologique et sociale deux motions de censure lors des lectures définitives du PLF et du PLFSS.

A ce moment-là, nous confirmerons avec force notre opposition résolue à votre politique

- Dans ce budget, vous prévoyez la diminution de la protection du bouclier tarifaire pour 2023.
- Dans sa nouvelle version il laissera l'électricité et le gaz augmenter de 15% en janvier/février 2023
- Cette nouvelle mouture risque de jeter de nombreux ménages dans une précarité encore plus grande en plein milieu de l'hiver.

A ce moment-là, nous nous opposerons à nouveau catégoriquement à votre budget qui est celui de la brutalité contre les services publics locaux.

- Votre Gouvernement c'est celui qui esquive les débats sur les recettes publiques et qui prends le risque de déstabiliser les collectivités territoriales avec la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Cette suppression -coutera en 2023 7,6 milliards d'euros !
 - Votre budget, c'est aussi celui de la brutalité contre les outre-mer. Votre Gouvernement, c'est celui qui est revenu sur les 200 millions supplémentaires pour les outre-mer, votés à l'unanimité de cette Assemblée.
- Brutalité enfin contre l'écologie.
- Votre Gouvernement c'est celui qui est revenu sur les 12 milliards d'euros supplémentaires votés par cette Assemblée pour la rénovation énergétique des bâtiments et qui est revenu sur les 3 milliards d'euros

dédiés au développement du fret ferroviaire, des petites lignes et des trains de nuit.

Oui, l'objectif partagé des socialistes au sein de la NUPES sera de condamner le contenu de ces textes qui ne répondent pas à l'urgence sociale et écologique

Oui, l'objectif des socialistes au sein de la NUPES sera de sanctionner un gouvernement qui ne respecte pas le Parlement et ses oppositions. Et donc les Français.

A chaque jour suffit sa peine. La notre aujourd'hui dans cet Hémicycle est immense suite à ce que nous avons vécu hier. Mais notre peine, notre colère, notre indignation n'efface en rien notre détermination, pour proposer, même si vous méprisez les amendements que nous parvenons à faire voter, défendre nos convictions et nous opposer à chaque fois que nécessaire.

Le Président parlait de « cynisme » et de « désordre » des oppositions lors des précédentes motions de censure.

Le cynisme face aux attentes des Français, le désordre démocratique, c'est vous.